



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
Démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



**POUR UN MONDE
50 - 50**

Mars : mois de la Femme

✍ Par Charles Antoine Bambara*



Ce mois de mars aura été marqué par plusieurs événements, certains douloureux, d'autres moins, comme dans la vie. Mais il y a eu tout d'abord, au Conseil de Sécurité des Nations Unies, à New-York, les discussions sur le renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Des discussions ont été après avec la nouvelle politique américaine de l'administration Trump de diminuer ses dépenses publiques extérieures et donc aussi ses contributions aux Nations Unies. Une politique qui a affecté le renouvellement du mandat puisqu'une diminution des effectifs a été décidée. Nous reviendrons sur ce nouveau mandat dans nos prochaines éditions. Mais c'est tout d'abord avec une très grande tristesse que la MONUSCO a confirmé le décès le 27 mars, de deux experts du Groupe des Nations Unies sur la République démocratique du Congo, créé par le Conseil de Sécurité : M. Michael Sharp et Mme Zaida Catalan. Ils avaient, avec leur quatre accompagnateurs, été portés disparus, sur l'axe Bokonde-Tshimbulu, à 120 Kilomètres au sud de Kananga (Kasaï Central). Les recherches pendant plus de deux semaines, ont permis de retrouver leurs corps.

C'est également un mois de mars très difficile politiquement que nous avons vécu, avec la fin des négociations menées par la Conférence épiscopale Congolaise (CENCO), entre la Majorité présidentielle et l'Opposition représentée par le Rassemblement. Aujourd'hui tous s'en remettent au Président de la République qui a promis de s'adresser au peuple sous peu.

C'est avant tout un mois de mars plein d'espoir, qui vient de s'écouler, avec la célébration de la Journée internationale de la Femme, sous le thème : *“Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète 50 - 50 d'ici à 2030”*. A cette occasion, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a rappelé, dans son discours prononcé le 8 mars, à Kinshasa, lors de la cérémonie officielle que : *“Aujourd'hui comme hier, ce sont les femmes qui donnent la vie, l'entretien à divers niveaux et contribuent largement par leurs sacrifices quotidiens au bien-être de toute la société. Et pourtant, les conditions des femmes demeurent encore précaires”* Pour cette édition 2017, ONU-Femme, l'entité des Nations Unies qui s'occupe de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, exhorte toutes les parties prenantes à franchir le pas vers l'égalité entre les sexes. *“La liberté, l'égalité, la dignité des femmes sont des causes universelles. Défendre ces nobles causes, ce n'est pas l'engagement d'une seule journée. Le 8 mars, le 9 mars, le 10 mars et tous les jours de l'année, nous devons faire plus pour ancrer le leadership féminin dans nos institutions”*, a dit M. Sidikou. Le nouveau Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres l'avait lui-même déjà souligné dans ses actes, confiera-t-il car, *“les premières décisions adoptées lors de sa prise de fonction le 3 janvier 2017 ont été de s'entourer d'une majorité de femmes dont la Nigériane Amina J. Mohammed comme Vice-Secrétaire Générale ou la Brésilienne Maria Luiza Ribeiro Viotti comme directrice de cabinet. En plus de la Sud Koréenne Kyung-Wha Kang comme Conseillère en matière Politique de Monsieur Guterres”*.

Ne perdant pas de vue que la RDC se prépare pour organiser des prochaines élections, Maman Sidikou a exhorté les congolais *« à se mobiliser pour une participation plus accrue des femmes congolaises à cette première phase du processus électoral de l'enrôlement dite révision du fichier électoral. La participation des femmes dans le processus électoral pourrait être la clé qui permettra aux intérêts des femmes d'être pris en compte au plus haut niveau”*. Il a incité à renforcer l'engagement en faveur d'un développement durable qui ne laisse aucune fille, ni aucune femme sur le bord du chemin. ■

*Directeur de la Division de l'Information Publique de la MONUSCO

3 Point de vue

“Et s'ils s'en mêlaient...”

4 Actualité

Kasaï Central : Deux experts des Nations Unies portés disparus

5 Maman Sidikou : “Il faut que l'Accord du 31 décembre soit appliquée le plus vite possible”

6 Vie de la Mission

Le Coordonnateur humanitaire conduit une mission inter-agences dans le Tanganyika

7 Dossier

ONU-Femmes : “Franchir le pas vers l'égalité entre les sexes pour une planète 50-50 en 2030”

8 La Ministre du Genre, Femme et Famille rend hommage aux travailleuses et demande l'imposition des quotas pour l'équilibre genre dans les instances, institutions et services

9 Guterres : l'avocat des femmes

10 Changeons de comportement à l'égard de la femme

10 Jetons un regard neuf sur les femmes

11 A Kinshasa, plus de 5 000 femmes et filles sensibilisées à l'égalité des genres

12 Célébration de la Journée Internationale des Femmes en Provinces

14 Rose Mutombo femme d'influence

Madame Rose Mutombo

16 Rencontre avec des jeunes femmes qui veulent oeuvrer à changer leur pays

17 Elections en RDC sous la perspective du genre

18 Femme en Politique

Eve Bazaiba : “Une femme en politique, la politique la change mais plusieurs femmes en politique, elles changent la politique, pour l'intérêt général”

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications

Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef

Tom Tshibangu

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Bernardin Nyangi, Laurent Sam Oussou, Nadine Fula, Michel Kifinda, Joseph Tshimanga, Alain Likota, Penda Ly, Guy Karema, Denise Lukesso, Marta Biongo, Amuri Aleka, Jean-Tobie Okala

Photographes : Michael Ali, Jhon Bompengo

Produit par l'Unité des Publications de la Division de l'Information publique

Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe
Téléphone : (243) 81 890 6650- (243) 81 890 4714



«Et s'ils s'en mêlaient...»

Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Si j'étais un homme, je soutiendrais la cause des femmes car ma mère est une femme, ma sœur est une femme, ma fille sera une femme et, cerise sur le gâteau, ma femme est une femme ! Je résume : elles forment le premier cercle de tous les êtres humains qui me veulent du bien. Si j'étais un homme, je dédierais ma vie aux femmes, à leur talent, à leur intelligence humble, à leur mansuétude, à leur grandeur d'âme, à leur humanisme, à leur féminité, à leur féminisme, à leurs justes colères et au sel qu'elles mettent dans nos vies. Si j'étais un élu politique, je dédierais mon mandat aux femmes car ce sont elles qui m'ont élu car elles sont une très bonne clientèle électorale. Si j'étais un homme, je serais le rempart des femmes et j'empêcherais par exemple, que l'on brûle des veilles femmes taxées de sorcières, juste parce qu'elles sont déformées par la vieillesse et la maladie et qu'elles n'ont plus de force pour se défendre. Si j'étais un homme je demanderais à l'homme qui bâit, viole ou tue une femme de venir vers moi pour voir si c'est aussi facile. Si j'étais un homme, je m'occuperai sans ciller de ma femme et de mes enfants car ils sont le socle sans lequel ma vie n'aurait pas de sens. Si j'étais un artiste, je passerais ma vie à dessiner, peindre, sculpter, chanter les femmes car elles me portent, elles m'inspirent, elles sont mes muses éternelles, elles sont au début et à la fin de mes créations. Les voir si belles, si fortes et si fragiles en même temps me donne la joie et la lumière dont j'ai besoin pour vivre et créer. Et par-

dessus tout, si j'étais un homme, j'en aurais assez d'entendre chaque année, à la même époque, que le monde a besoin des deux sexes, à un même niveau de considération, pour avancer.

Il se trouve que je suis une femme, heureuse de l'être et même si je m'en porte bien, je pense comme beaucoup que la lutte pour l'égalité des sexes se ferait beaucoup mieux avec l'entière implication des hommes. Pour moi, la Journée de la Femme est en réalité une Journée pour que les hommes prennent conscience de leur part dans le combat pour l'avènement de la parité dans toutes les strates de la société. J'ai envie de dire *«Et s'ils s'en mêlaient... beaucoup de choses changeraient pour les femmes»* ; mais ce jour-là que remarque-t-on le plus ? Ce jour-là ils rivalisent de jolis mots sur les femmes nos sœurs, nos partenaires, nos chéries... Ils regardent les femmes défiler ou célébrer le 08 mars, dans la plus grande hilarité, en se disant *«demain elles vont se calmer !»* Et ce n'est pas tellement ce dont-elles ont le plus besoin. Certes les témoignages d'affection cela fait chaud au cœur, mais elles veulent des preuves que derrière ces mots il y a une ferme volonté de changer de comportement à leur endroit. Engagez-vous par exemple pour amplifier et démultiplier le message de la campagne d'implication des hommes pour l'égalité, *«HeforShe»*. Il s'agit d'une campagne de solidarité pour l'égalité des sexes lancée par ONU Femmes et dont l'objectif est de faire participer les hommes et les garçons dans le combat pour l'égalité des genres et les droits des femmes. Des

centaines de milliers d'hommes de tous horizons, se sont engagés à lancer des actions majeures en faveur de l'égalité des sexes. Ce mouvement mondial vise à faire évoluer les comportements, les normes et les perceptions qui contribuent à notre vision culturelle du genre. Selon ONU-Femmes/RDC, au lancement de la campagne dans le pays, 50 personnes étaient inscrites, elles sont passées à plus de 3 400 adhérents en août 2016, pour atteindre aujourd'hui le nombre de 43 331, faisant de la RDC le deuxième pays en Afrique et le cinquième à l'échelle mondiale. Prochain objectif : tous les hommes et les garçons de ce pays !

Les femmes ont besoin du soutien des hommes pour avancer. De la même manière que les hommes, s'appuient déjà sur les femmes pour leur propre bien-être et leur tranquillité pour avancer. Sans sa compréhension en tant que époux, la femme ne pourrait s'épanouir professionnellement ou tout simplement en tant que femme ; sans le soutien d'un père responsable et impliqué, la jeune fille finirait excisée, violente et/ou mariée de force ; sans l'appui d'un frère, d'un cousin, d'un oncle, elle ne pourrait pas continuer ses études et aspirer à une condition de vie décente et enfin ; sans l'engagement d'un élu, la parité serait toujours un rêve impossible à atteindre à moyen terme. Des comportements qui changent à l'endroit des femmes, des lois qui sont votées pour leur donner une plus grande place dans la société, des engagements fermes pris pour une plus grande autonomisation et des mesures édictées qui leur permettent de se sentir à leur place dans leur lieu de travail, considérées de la même manière que leurs collègues, c'est de cela dont elles ont le plus besoin.

Parce que les femmes qui travaillent gagnent, en moyenne, 18% moins que les hommes et touchent 26% de moins qu'eux à la retraite ; parce que 80% de femmes travailleuses ne bénéficient d'aucun temps libre ; parce qu'une fois le commerce, le bureau fermé, elles repartent au travail dans la maison ; parce qu'il y a une oppression domestique et sociale qui use à long terme les meilleures bonnes volontés ; parce que l'enchaînement aux tâches domestiques qui pèsent essentiellement sur elles, les étouffe, et les abrutisse ; parce que 75% des personnes assistant un parent dépendant sont des femmes ; il est plus que temps pour les hommes de poser un regard juste sur la problématique genre. Sont-ils prêts à s'y mettre sincèrement et définitivement ? Certains, de par leur position (autorités politiques, législateurs, organisations internationales, ONG) font leur cette lutte pour l'avènement d'une société plus juste à l'endroit des femmes, les autres attendent alors que le temps de l'implication est arrivé.

Chers frères, je vous y invite et vous verrez, le monde ne s'en portera que mieux ! ■

Kasaï Central

Deux experts des Nations Unies perdent la vie au Sud de Kananga

Le 12 mars deux consultants du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, créé par le Conseil de Sécurité, M. Michael Sharp et Mme Zaida Catalan, leur interprète Betu Tshintela, leur chauffeur Isaak Kabuayi ainsi que deux conducteurs de motos taxi qui les accompagnaient ont été portés disparus, sur l'axe Bokonde-Tshimbulu, à 120 Kilomètres au sud de Kananga (Kasaï Central). Ce groupe qui sillonnait la province du Kasaï Central à moto, serait tombé entre les mains des forces négatives, non identifiées, sur le pont Moyo, à proximité du village Ngombe, dans le secteur de Bukonde. Les recherches pendant près de deux semaines, ont permis de retrouver leurs corps.

Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Le 29 mars, le Secrétaire général des Nations Unies annonçait que l'on avait retrouvé les corps de M. Michael Sharp (américain) et Mme Zaida Catalan (suedoise), le 27 mars, par des Casques bleus de la MONUSCO. Il a présenté ses condoléances aux familles, amis et collègues des disparus. Michael et Zaida ont perdu la vie en cherchant à comprendre les causes des conflits et de l'insécurité en RDC afin d'aider à apporter la paix au pays et à sa population. Les recherches auront duré plus de deux semaines, dans une région hostile.

L'ONU réclame justice

"Au nom de la famille des Nations Unies en RDC, je voudrais exprimer toutes nos condoléances à la famille, aux amis et collègues de Michael et Zaida. Nos pensées vont également aux familles et amis des congolais toujours portés disparus", a déclaré Maman Sambo Sidikou, chef de la MONUSCO. Dans un communiqué publié mercredi 29 mars dans la soirée, le chef de la MONUSCO a fait savoir que "l'ONU est prête à fournir à la RDC le soutien nécessaire pour appuyer la justice congolaise dans cette enquête. La MONUSCO espère que les autorités de la RDC mèneront une enquête approfondie sur leur décès", note le communiqué. Maman Sidikou réclame que les auteurs de ces terribles crimes soient traduits en justice. Il a promis que la mission onusienne continuera d'honorer par le travail et l'engagement la mémoire de Michael Sharp et Zaida Catalan, pour l'avènement d'une paix durable en RDC et particulièrement

dans la région du Kasaï. Les Nations Unies mèneront également une enquête. « En cas d'actes criminels, les Nations Unies feront tout leur possible pour assurer que justice soit faite, » a dit Antonio Guterres. Il a ensuite exhorté les autorités congolaises à poursuivre les recherches pour retrouver les quatre ressortissants congolais qui accompagnaient les deux experts. Le 25 mars, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec les membres du personnel détenus ou portés disparus, le Secrétaire général de l'ONU faisait ce constat : "cet événement n'est que le plus récent parmi les dangers que les fonctionnaires et partenaires de l'Organisation des Nations Unies affrontent fréquemment alors qu'ils œuvrent au service des peuples".

La Communauté internationale s'indigne et s'inquiète de la situation dans le Kasaï

Le Conseil de Sécurité a dit sa stupeur et son indignation face à ces actes et a observé, le 30



M. Michael J. Sharp

Mme Zaida Catalán

mars une minute de silence lors de sa séance de discussions sur le nouveau mandat de la MONUSCO. L'Ambassadrice Nikki Haley, Représentante permanente des Etats-Unis auprès des Nations Unies estime que Michael Sharp n'a pas hésité à se mettre en danger pour essayer d'apporter un changement positif dans la vie des Congolais. le 27 mars, l'Union africaine (UA), les Nations unies (NU), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avaient dit leur profonde préoccupation face la grave situation dans les provinces du Kasaï, attestée notamment par les informations faisant état de la mort d'environ 40 membres de la Police nationale congolaise tués lors d'une embuscade tendue par la milice Kamuina Nsapu, entre le 23 et le 24 mars, sur l'axe Tshikapa-Kananga.

Le gouvernement promet une enquête approfondie

Le gouvernement congolais a annoncé le même jour que la justice militaire enquêtait sur la disparition de ces deux experts de l'ONU. "Dès qu'ils ont disparu, les magistrats militaires ont ouvert une enquête qui vient de s'accélérer avec la découverte des corps", a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende. Que Michael et Zaida reposent en paix. ■





M. Maman S. Sidikou, Représentant du Secrétaire général de l'ONU en RDC, s'adressant au Conseil de sécurité à New York, 21 mars 2017

Résolution 2348

La protection des populations et la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre, au cœur du nouveau mandat de la MONUSCO

Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui a commencé sa séance par observer une minute de silence à la mémoire des deux experts tués au Kassai, a adopté à l'unanimité le vendredi 31 mars la résolution 2348, prorogeant jusqu'au 31 mars 2018, le mandat de la MONUSCO. Ce mandat est centré sur deux priorités: la protection des civils et l'appui à la mise en œuvre de l'accord de 31 décembre. Ainsi après 18 ans de présence en RDC, la MONUSCO continuera d'appuyer le gouvernement du point de vue sécuritaire et politique avec les élections qui s'annoncent pour fin 2017. Une diminution symbolique de 500 casques bleus a été notée ; les effectifs de la mission onusienne passe de 19.815 à 18.316 hommes, soit une réduction de 7%.

Dans la nouvelle Résolution, le Conseil de Sécurité invite la MONUSCO à avoir comme priorité, la protection des civils se trouvant sous la menace des groupes armés et milices locales, en travaillant pour ce faire, de concert avec les Force armées congolaises (FARDC) pour les neutraliser. Il lui demande aussi d'appuyer ou d'engager des initiatives pour empêcher l'intensification de la violence dans les conflits inter ethniques. Le Conseil

formule clairement la nécessité de fournir un appui technique et politique à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, "notamment au Conseil national de suivi de l'accord (CNSA), au futur Gouvernement d'unité nationale, afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections avant la fin de l'année 2017".

Selon cette Résolution, la MONUSCO doit, dans cette optique, fournir une assistance technique et un soutien logistique au processus électoral, "afin de faciliter le déroulement du cycle électoral, en particulier en engageant un dialogue régulier et portant sur les questions de fond avec la CENI". Pendant cette période, la mission onusienne doit également constater et signaler immédiatement au Conseil de sécurité de l'ONU les violations des droits de l'homme, les atteintes à ces droits et les infractions au droit international humanitaire, y compris celles qui se produisent dans le cadre des élections.

"La MONUSCO dispose désormais d'un mandat adapté, concentré sur deux priorités stratégiques majeures: la protection des civils, d'une part, et l'appui à la mise en œuvre

de l'accord de 31 décembre et du processus électoral, d'autre part», a déclaré François Delattre, Représentant permanent de la France auprès de l'ONU. «Mon gouvernement prend bonne note de la réduction des effectifs de la MONUSCO», a déclaré le Représentant de la RDC à l'ONU, Ignace Gata Mavita, lors de l'adoption de la résolution. La RDC "va poursuivre le dialogue stratégique avec les Nations Unies, les partenaires internationaux et régionaux, afin de définir le calendrier devant aboutir au retrait ordonné et définitif de la MONUSCO, de la République démocratique du Congo", a annoncé M. Gata. Un autre sujet qu'il a abordé concerne l'impasse dans les discussions directes entre la Majorité présidentielle et l'opposition politique, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Il estime que le dialogue doit se poursuivre car: "pour le Président de la République, l'impasse actuelle ne doit nullement être considérée comme une rupture définitive du dialogue. Au contraire, les échanges vont devoir se poursuivre afin de déboucher, dans les brefs délais, sur les voies les plus adéquates pour la mise en œuvre effective de l'accord du 31 décembre 2016", a-t-il conclut. ■

Le Coordonnateur humanitaire conduit une mission inter-agences dans le Tanganyika

Par Amuri Aleka/MONUSCO

Depuis le mois de juillet 2016, plus de 370 000 personnes ont été contraintes de fuir le sud-est de la province du Tanganyika, enracinée dans l'extrême violence du conflit qui oppose les communautés Luba et Twa. C'est pour attirer l'attention sur cette crise humanitaire que, du 15 au 17 mars 2017, le Coordonnateur humanitaire, le Dr Mamadou Diallo, a mené une délégation de haut niveau, composée de représentants d'agences des Nations Unies, de donateurs et d'ONG, dans les territoires de Kalemie et Manono où se trouvent 75% de la population déplacée.

A Kalemie, la délégation s'est rendue sur le site de Kalunga, où les ONG apportent de l'eau et des services de santé à quelque 17.000 personnes qui y résident. Cependant, d'autres besoins vitaux restent sans réponse, notamment en termes d'abris. A Manono, la délégation a visité le site de Kamala, où les

contraintes d'accès rendent l'intervention humanitaire difficile. Ce territoire représente le berceau du conflit intercommunautaire qui ravage la province.

Quelque 40 millions de dollars sont nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires de ces populations vulnérables, dont \$20 millions pour les besoins vitaux. Le Fonds Humanitaire pour la RDC et le Fonds central d'intervention d'urgence ont récemment alloué \$5 millions chacun pour la réponse. En outre, le Fonds Humanitaire prévoit d'allouer \$2 millions supplémentaires.

Le Tanganyika est le théâtre de violents affrontements qui ont fait plus de 370 000 personnes déplacées depuis plus de 9 mois. Cette mission intervient alors qu'une autre mission, conduite par OCHA, est en cours dans les territoires de Bukama et Malemba Nkulu de la province voisine du Haut-Lomami, afin d'identifier les besoins



humanitaires inhérents à la province ainsi que ceux liés à l'arrivée des milliers de personnes venant du Tanganyika. ■

Visite du Conseiller Militaire et Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies (MILAD), en RDC

Par MPIO Chief et Bernardin Nyangi/MONUSCO

Le Conseiller Militaire et Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, le Général de Corps d'Armée Carlos Humberto LOITEY (Uruguay) a effectué une visite de travail à la MONUSCO en République Démocratique du Congo. Celui qui est chargé de donner des conseils d'ordre militaire au Secrétaire général, au Secrétaire général, adjoint aux Opérations de maintien de la paix et, sur demande aux secrétaires généraux adjoints aux Affaires politiques et au Conseil de Sécurité. Arrivé à Kinshasa le 14 mars 2017, le Général Carlos Humberto LOITEY a eu des entretiens avec les Hauts Responsables Militaires et Civils de la MONUSCO, avant d'effectuer des visites sur le terrain.

Le vendredi 17 février, le Lieutenant Général Carlos Humberto Loitey, s'est rendu à Goma (Nord Kivu), après avoir visité Kananga. Selon lui, sa mission s'inscrivait dans le cadre de ses obligations officielles, celles de se rendre



Le général Carlos Humberto LOITEY accueilli à sa descente d'avion lors de sa visite à Goma

compte des défis et environnements dans lesquels travaillent les unités déployées dans cette mission de maintien de la paix : "Il s'agit d'une mission de routine, pour couvrir la mission assignée au conseiller militaire du secrétaire

général du bureau des Affaires militaires basé au quartier général des Nations Unies". Outre le rapport militaire, le général Carlos a été aussi briefé sur les forces rebelles en présence et sources de l'insécurité au Nord-Kivu. ■

8 mars 2017

ONU-Femmes : “Franchir le pas vers l'égalité entre les sexes pour une planète 50-50, en 2030”

Officialisée par les Nations Unies en 1977, la Journée Internationale des Femmes trouve son origine dans les luttes des ouvrières et des suffragettes du début du XXe siècle, pour de meilleures conditions de travail et le droit de vote. C'est l'occasion de dresser le bilan des progrès réalisés, d'appeler à des changements et de célébrer les actes de courage et de détermination accomplis par les femmes ordinaires qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'histoire de leur pays et de leur communauté. Le thème 2017 : “Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète 50 - 50 d'ici à 2030”.

✉ Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Pour la Mission des Nations Unies en RDC, la question de la Femme est priorité. Parce qu'il y a encore trop de femmes marginalisées, parce que trop de jeunes filles sont exploitées et leur force de travail utilisée sans qu'elles en aient le bénéfice. Selon la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka “pour parvenir à l'égalité dans le milieu du travail, il faut parvenir à offrir davantage d'opportunités d'emplois décents”. Pour elle, trop de femmes et de filles passent des heures dans des tâches domestiques, s'occupent de leur fratrie, des membres âgés de la famille et affrontent seules les maladies des leurs. Cette charge de travail se fait au détriment de leurs études, de leur vie de couple et de leur vie professionnelle qui névulent pas. “Tel est, dit-elle, le monde immuable du travail non récompensé, une scène familière de futurs anéantis, partout dans le monde où les femmes ont des trajectoires très différents de celles des hommes”.

Pour ONU-Femmes/RDC, par la voix de sa représentante en RDC, Mme Awa Seck, le monde du travail est en train de changer, ce qui entraîne des implications importantes pour les femmes. D'une part, la mondialisation et la révolution technologique apportent de nouvelles opportunités ; d'autre part, l'informalité croissante du travail ainsi que des salaires et des revenus instables ou encore de nouvelles politiques fiscales et commerciales ont aussi des effets sur l'autonomisation économique des femmes. À l'occasion de l'édition 2017 de la Journée internationale de la femme, ONU-Femmes - l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes - exhorte toutes les parties prenantes à “Franchir le pas vers l'égalité entre les sexes pour une planète 50-50 en 2030”.



Mme Awa Seck, Représentante d'ONU-FEMMES en RDC, prononçant son discours lors de la cérémonie officielle marquant la Journée de la Femme, à Kinshasa

Certes, on commence à compter des femmes qui pulvérisent ce qui est communément appelé “le plafond de verre”. Elles le font sans complexe mais aussi conscientes du fait qu'elles ne sont malheureusement pas représentatives de la condition féminine. L'ONU dit que d'ici à 2030, conformément à l'objectif de développement durable 4 (éducation de qualité pour tous), tout doit être mis en œuvre pour que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un même pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile. Comment y parvenir sans la pleine implication de l'autre moitié, l'autre 50, les hommes, les amis, les collègues, les frères, les époux, les décideurs, les législateurs, les gouvernants. Il n'y aura pas d'autres moyens

que de les bousculer (gentiment), de les pousser, de les convaincre par une information, une sensibilisation constante et surtout une éducation à l'acceptation de l'autre moitié du monde comme une égale.

Pour mettre le doigt sur les injustices subies par trop de femmes et recommander des mesures idoines pour changer tout cela, la MONUSCO, ONU-Femmes et le gouvernement congolais ont initié de nombreuses activités, durant tout le mois de mars. “Echos de la MONUSCO” revient, pour vous sur ces événements, dans ce dossier et interroge des hommes et des femmes sur la prise de conscience nécessaire à un changement de comportement, pour une plus grande considération de la femme, en tant qu'actrice à part entière du processus de développement de la société congolaise. ■



Ministre du Genre, Femme et Famille, Marie-Louise Mwangué

La Ministre du Genre, Femme et Famille rend hommage aux travailleuses et demande l'imposition des quotas pour l'équilibre genre dans les instances, institutions et services

Ce mois de mars aura été très chargé pour Madame Marie-Louise Mwangué et pour cause ! Dès le 6, elle lançait les activités du mois de la Femme en RDC, à la Maison Communale de Maluku, parmi les femmes agricultrices et maraîchères de cette commune, aux abords de Kinshasa. Avant la cérémonie officielle du 8 mars, elle s'est confiée à Nadine Fula/Radio Okapi.

Madame la Ministre, pouvez-vous nous commenter le thème de cette année ?

Le thème de la Journée Internationale de la Femme 2017 est : *“les femmes dans un monde du travail en évolution: pour un monde 50-50 en 2030”*.

Nous prenons le thème international et nous l'adaptions aux réalités congolaises, pour le thème national. Comme vous le savez, la RDC est un pays post-conflit, aussi nous mettons l'accent sur le travail des femmes, dans un climat de paix et d'équité. Les activités prévues tournent autour de la sensibilisation à la cause des femmes, des levées de fonds, des campagnes pour informer sur les maladies qui atteignent plus les femmes (cancer du sein, de l'utérus,...).

Pourquoi toujours les ensembles en pagnes ce jour-là, n'est-ce pas un peu folklorique ?

Je ne connais pas une circonstance chez nous où le pagne n'est pas à l'honneur. Le pagne accompagne la femme congolaise tout au long de sa vie. Ce pagne enveloppe nos enfants à leur naissance, dans certaines familles aux revenus limités, les pagnes usés des mamans sont recyclés pour faire des habits pour les enfants; dans nos cérémonies, le pagne est une valeur sûre, qui habille tout le monde, à peu de fois. C'est notre identité, en un jour comme celui-là

nous le portons fièrement, pour nous-mêmes mais aussi pour soutenir le secteur industriel de notre pays.

Le mois de mars est l'occasion de faire le point sur la situation de la femme en RDC. A ce jour, Madame la Ministre quel est l'état des lieux ?

La femme congolaise a beaucoup avancé puisque nous avons le Président de la République qui nous soutient. Nous souhaiterions qu'il y ait plus de soutien, par exemple de la part des chefs des partis politiques. Qu'on laisse les femmes s'exprimer en leur sein et qu'on les mette en

avant en leur donnant les bons outils pour leur avancement.

C'est la question des quotas ?

Oui, il est nécessaire de les favoriser avec des quotas, ainsi avec le nombre, elles pourront, à leur tour, aider d'autres femmes à s'élever. C'est seulement unies que les femmes gagneront la bataille de la sous-représentation dans les instances de décision, pour leur épanouissement au travail et dans leur famille, et c'est dans cette dynamique qu'aujourd'hui nous célébrons la Journée dédiée aux femmes. ■



Ministre du Genre, Femme et Famille en compagnie de Mme Binta Diop, Envoyée spéciale de l'UA/Femme, Paix et Sécurité

Guterres : l'avocat des femmes

Antonio Guterres, en sa qualité de numéro un des Nations Unies a tenu à adresser au monde entier une tribune dans laquelle il se fait le porte-voix des hommes qui soutiennent les femmes. Echos de la MONUSCO publie ci-après, in extenso son propos.



Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Guterres

Publiée le 8 mars, cette tribune commence ainsi : *“les droits de la femme font partie intégrante des droits de l’homme. Mais en ces temps troublés, alors que le monde devient plus imprévisible et chaotique, les femmes et les filles voient leurs droits remis en question, limités ou réduits. Le seul moyen de protéger les droits des femmes et des filles et de leur permettre de s’épanouir pleinement, c’est de les autonomiser.*

Et il poursuit : *“Les déséquilibres qui caractérisent depuis toujours les relations de pouvoir entre hommes et femmes, encore aggravés par l’accroissement des inégalités au sein de la société et entre pays, exposent les femmes et les filles à davantage de discrimination. Dans le monde entier, les traditions, les valeurs culturelles et les religions sont utilisées comme des prétextes pour s’attaquer aux droits des femmes, institutionnaliser le sexisme et défendre des pratiques misogynes.*

Les femmes voient aujourd’hui un peu plus rongés leurs droits au regard de la loi, qui n’ont jamais été égaux à ceux des hommes sur aucun des continents. Ainsi, leur droit de décision concernant leur propre corps est remis en question et attaqué. Les femmes sont par ailleurs souvent la cible de tentatives d’intimidation et de harcèlement aussi bien dans le cyberspace que dans la vie réelle. Dans les cas les plus graves, des extrémistes et des terroristes édifient

leurs idéologies sur l’idée de la domination des femmes et des filles, qu’ils vouent aux violences sexuelles et sexistes, au mariage forcé et au quasi-esclavage”.

Sa diatribe fait mouche quand il confirme que : *“En plus d’être répréhensible sur le plan*

« Malgré quelques progrès, ce sont les hommes qui occupent presque toutes les positions de pouvoir, et l’écart économique entre hommes et femmes est en train de se creuser, sur fond de mentalités arriérées et de machisme ambiant. Cela ne peut plus durer et nous devons donner aux femmes les moyens d’agir à tous les niveaux et leur permettre de faire entendre leur voix et de maîtriser leurs propres vies et l’avenir de la planète. »

moral, le fait de ne pas respecter les droits des femmes et des filles a de graves répercussions sur les plans économique et social, qui sont contraires à l’intérêt commun. L’égalité des sexes est porteuse de changements essentiels au bon fonctionnement des collectivités, des sociétés et des économies.

L’accès des femmes à l’éducation et aux services de santé a sur leur famille et les communautés dans lesquelles elles vivent des retombées positives qui s’étendront aux générations futures.

Une année de scolarisation supplémentaire peut se traduire par une augmentation allant jusqu’à 25 % du revenu qu’une fille pourra toucher quand elle aura atteint l’âge adulte.

La pleine participation des femmes à la population active offre des occasions sans précédent et est porteuse de croissance. Si l’on parvenait à combler l’écart existant entre hommes et femmes en matière d’emploi, on pourrait augmenter le PIB mondial de 12 milliards de dollars d’ici à 2025. De même, si l’on accroît la proportion de femmes dans les institutions publiques, on aura l’assurance que celles-ci seront plus représentatives, mais ce sera aussi un gage d’innovation et d’amélioration de la prise de décisions dans l’intérêt de la société dans son ensemble”.

“L’égalité des sexes est d’une importance cruciale pour le Programme de développement durable à l’horizon 2030, le plan mondial que les dirigeants de tous les pays ont accepté d’appliquer pour relever les défis du monde contemporain. L’objectif de développement durable no 5 a trait spécifiquement à la réalisation de l’égalité des sexes et à l’autonomisation de toutes les femmes et les filles, qui revêtent une importance fondamentale pour que puissent être atteints les 17 objectifs de développement durable dans leur intégralité”.

L’avocat des femmes du monde entier “compte faire en sorte que davantage de femmes participent à notre action dans les domaines de la paix et de la sécurité. Le travail des négociatrices augmente les chances de parvenir à une paix durable et la présence de femmes parmi les soldats de la paix vient limiter les risques d’exploitation et d’atteintes sexuelles.

Pour ce qui est de l’Organisation des Nations Unies, je suis en train de donner des orientations claires assorties d’objectifs précis pour que la parité devienne réalité dans tout le système et pour faire en sorte que l’Organisation représente véritablement ceux qu’elle sert. Les cibles fixées par le passé n’ont pas été atteintes. Il est temps de joindre les actes à la parole.

En cette Journée internationale de la femme, nous devons nous engager à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour en finir avec les préjugés éculés, encourager la mobilisation et le militantisme et promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes”, conclut-il. ■

Changeons de comportement à l'égard de la femme

Des hommes féministes, courageux et réalistes ont emboité le pas au Secrétaire général de l'ONU et se prononcent sur le changement de comportement que doivent opérer les hommes pour un monde 50/50. Il s'agit de nos collègues Soro Kama, chef du Bureau Bunia et Jean-Tobie Okala, chargé de l'Information publique à Uvira.

✎ **Propos recueillis par Laurent Sam Oussou/MONUSCO**

Le thème de la Journée de la Femme : « Les femmes dans le monde du travail en évolution : une planète 50-50 d'ici 2030 » un défi?

SK : C'est un défi majeur. La femme est encore victime de préjugés et d'une conception rétrograde des relations sociales. Elle doit prouver plus que l'homme à chaque fois. C'est injuste. La seule façon de garantir un certain succès à ce slogan est de leur donner déjà la place qu'elles méritent dans les organes de décision, de supervision et de contrôle. C'est à ce prix que ce slogan deviendra une réalité!

Votre point de vue sur la question Genre et comment on tente au Nations Unies de respecter l'équilibre entre les deux sexes

Les Nations Unies n'échappent pas aux dynamiques et autres influences culturelles négatives et rétrogrades ambiantes. Il s'agit d'avoir le courage de fixer des règles strictes. Il s'agit par exemple de fixer la parité comme règle aux postes de direction. Si le chef est une

femme, l'adjoint sera un homme et vice-versa. C'est élémentaire comme décision! Si on fixe la règle alors vous verrez on ira chercher les personnes!

Que conseillez-vous aux hommes et aux femmes comme comportement afin de changer la donne?

Tout est dans l'éducation. Vous avez entendu parler de la transmission des stéréotypes. Ce paramètre joue un rôle important dans la socialisation des enfants. En fait cette transmission se fait de manière anodine et sournoise, parfois avec la complicité des femmes elles-mêmes! Il faut simplement être attentif à cela dans l'éducation des enfants. Pour les adultes, là il y a du boulot...

Que pensez-vous que les décideurs et les Institutions peuvent faire pour améliorer la condition de la femme?

Il faut fixer des règles et les mettre en œuvre. Ces règles vont progressivement entrer dans les



M. Soro Kama, chef du bureau de la MONUSCO-Bunia, se prête aux questions de la presse lors de la Journée de la Femme

moeurs et s'imposer dans le quotidien! Il faut arrêter de gérer cette question de genre dans la perspective de l'exception sociale comme dit le sociologue! Mais qui aura le courage d'instaurer ces règles? C'est là qu'interviennent les entourloupes et autres philosophies et parades intellectuelles pour éviter de prendre les décisions qu'il faut! ■

Jetons un regard neuf sur les femmes

Le combat de l'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être gagné et ne le sera pas, tant que le regard des hommes et de la société sur la femme n'aura pas changé, tant que certains stéréotypes sexistes n'auront pas disparu; c'est ce que pense notre collègue Jean-Tobie Okala

✎ **Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO**

Victime de préjugés de toutes sortes, malgré ses qualités d'être profondément sensible, humain et humaniste, la femme est jugée sans même avoir dérapé. Car comment comprendre que certaines choses soient « tolérées » voire acceptées par la société quand il s'agit des hommes, alors que dès qu'il s'agit d'une femme, on crie au scandale? Qu'une femme se marie ou vit avec un homme plus jeune qu'elle, le tollé s'installe. Qu'une jeune femme épouse un homme âgé, cela ne choque personne.

Sans oublier le fait qu'elle est partout marginalisée, sous-estimée, infantilisée et condamnée avant tout délit ou crime. Cette marginalisation constante et continue de la femme par les hommes que nous sommes

n'est pas seulement une erreur, mais aussi une injustice, lourde de conséquences aussi bien sociales qu'économiques.

On ne prétendra pas lutter contre la pauvreté et le sous-développement en marginalisant plus de la moitié des habitants de cette terre!

Je me demande donc où sont les hommes et pourquoi laissent-ils perdurer de tels comportements? Oui, nous les hommes, portons une grande part de responsabilité dans le sort qui est réservé à la femme. Faisons du 8 mars une Journée qui nous concerne, impliquons-nous davantage pour une vraie réflexion et une sensibilisation, surtout en direction de la jeunesse pour un changement des mentalités et des habitudes dès la petite enfance.

Oui, la lutte doit continuer, mais autrement. Si l'homme porte une grande part de responsabilité sur le sort fait à la femme, celle-ci n'en est pas moins responsable également. Aux femmes de comprendre que sur cette terre des hommes, il n'y aura pas de cadeaux. A elles de revendiquer leur droit à un travail décent, au repos, au respect et à une qualité de vie. Les textes et autres instruments juridiques nationaux ou internationaux ne feront pas que leurs hommes se lèveront tôt pour laver les enfants, préparer le petit-déjeuner et les emmener à l'école; ni iront au marché, feront la cuisine aideront pour les devoirs des enfants et les endormiront...

Voilà ce que je pense qu'il faut pour inverser la tendance et jeter un regard neuf sur l'accompagnement homme-femme. ■





Journée Internationale de la Femme 2017

A Kinshasa, plus de 5000 femmes et filles sensibilisées à l'égalité des genres

L'ONU et ses partenaires nationaux ont fêté le mercredi 8 mars 2017, à Kinshasa, les femmes, en faisant front commun pour la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), l'équipe du Système des Nations Unies, dont la MONUSCO et ONU Femmes, ont mobilisé plus de 5000 femmes et filles, issues de différentes catégories socio-professionnelles, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, au complexe Shark Club de la Gombe, où ont eu lieu plusieurs activités culturelles. Un panel d'échange d'expériences professionnelles féminines a été animé par la Radio Okapi. Jeunes, âgées ; elles étaient venues, tôt le matin, de tous les coins des 24 communes de la ville kinoise pour participer à cette journée solennelle placée sous un thème des plus évocateurs : *“Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète 50-50 d'ici à 2030”*.

A travers ce thème, l'ONU et ses institutions spécialisées veulent réaffirmer leur engagement d'atteindre l'Objectif 5 (de l'agenda 2030) : *“Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, d'ici 2030”*. L'égalité des genres est au centre de

l'agenda 2030 des Objectifs de développement durable, signé par des leaders de tous les pays du monde, dont la République démocratique du Congo, qui en appelle, cette année, *“à investir dans un travail décent et plein emploi pour les femmes dans un climat de paix et d'équité”*.

Ensemble pour le travail décent des femmes

Il faudrait désormais que la RDC accorde plus de place à la femme dans les institutions, notamment dans le gouvernement, a souhaité le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Maman Sambo Sidikou, dans son message de circonstance. *“Les femmes ont besoin de la démocratie pour faire changer le comportement de ceux qui les empêchent de réaliser l'égalité. Il est temps de récompenser les efforts des femmes en RDC (...) Chacun à son niveau doit se mobiliser pour la participation accrue des femmes à la première phase du processus électoral en cours”*, a exhorté le chef de la MONUSCO.

En effet. *“Le Gouvernement devra se pencher sur l'éducation technologique des filles et des femmes pour leur permettre d'émerger à tous les niveaux”*, a renchéri, de son côté, la Ministre du Genre, de la Femme et de la Famille. Marie Louise Mwanje qui a invité tous les partenaires du gouvernement congolais à appuyer, au cours, de l'année en cours la vulgarisation de toutes les lois réhabilitant les droits des femmes. Cependant, *“pour parvenir à l'égalité dans le milieu du travail, il faudra arriver à offrir davantage d'opportunités d'emplois décent, qui nécessiteront des efforts ciblés de la part des gouvernements, afin de promouvoir la participation des femmes à la vie économique et de recueillir le soutien des collectifs importants comme celui d'organisations syndicales”* a estimé, pour sa part, la directrice exécutive d'ONU-Femmes dans son message lu par la représentante de ONU-Femmes en RDC, Mme Awa Seck. La cérémonie a accueilli la *“Mamu Nationale”* Tshala Muana pour la partie ludique. ■

Célébration de la Journée Internationale des Femmes en provinces

A Bunia, dans la province de l'Ituri, la MONUSCO a célébré la Journée du 8 mars avec les femmes détenues, ainsi que les femmes hospitalisées. D'abord, au stade Amani, une cérémonie officielle a réuni les femmes de différentes corporations, en présence du Chef du bureau régional de la MONUSCO et du Vice-Gouverneur de la province. A cette occasion, la représentante des femmes, Mme Kabzaire Baguma, chargée de Programme "espace des Femmes" et Présidente de la Fédération des Femmes protestantes, a fustigé notamment la persistance des groupes armés qui ciblent principalement les femmes et les enfants, mais aussi l'absence de parité au travail, entre hommes et femmes. Le bureau du Genre, Famille et Enfant du gouvernement provincial a, pour sa part, souligné des avancées enregistrées dans le cadre de la promotion des droits de la Femme. Ensuite, à la prison centrale, les femmes employées de la MONUSCO ont passé la journée avec les 39 femmes détenues. Au programme : musique, danse, poésie et théâtre, suivi d'un repas que les détenues ont partagé avec les autorités. A cette occasion, la Ministre provinciale du Genre, Famille et Enfant a exhorté les filles "à se former davantage, afin de pouvoir briguer les postes de commandement". Elle a également appelé les responsables de la prison à "faire



M. Soro Kama, chef du bureau de la MONUSCO à Bunia, répondant aux questions de journalistes à l'occasion de la Journée internationale de la Femme.

respecter les droits des femmes détenues". Enfin, à l'hôpital général, les femmes de la MONUSCO ont offert des pagnes et des vivres aux patientes.

Par Laurent Sam OUSSOU

De la même façon, à Kalémie, dans la province du Tanganyika, le personnel féminin de la MONUSCO a choisi de marquer cette Journée en offrant des vivres et non-vivres aux femmes détenues à la prison centrale, ainsi qu'aux femmes séjournant en maternité à l'hôpital général.

Ces dons, composés de sacs de maïs, de soja, de sucre et de sel ainsi que de cartons de savon, ont été fort appréciés. La directrice de cette institution, Adèle Lutingwa, en accueillant les dames de la MONUSCO, accompagnées de leurs chefs de section, a exprimé toute sa reconnaissance pour ce geste généreux. Terry Tumushime, au nom de ses collègues onusiennes, a eu ces mots de réconfort à l'endroit des détenues. "Aujourd'hui, c'est la Journée Internationale de la Femme. On n'a pas oublié les femmes détenues dans cette prison et nous venons vous rappeler que nous sommes toutes des femmes". Même scénario à l'hôpital général où, après réception des dons, le médecin-directeur a remercié les femmes de la MONUSCO pour leur générosité.

Par Amuri Aleka



Une course cycliste féminine à Dungu

A Dungu, dans la province du Haut-Uélé, la journée du 8 mars a été marquée par une cérémonie officielle, dont la première phase était un défilé réunissant plus de 400 femmes des associations féminines, des jeunes filles, venues des différents établissements scolaires et des femmes militaires et policières. Un des points saillants de la cérémonie était la lecture du message du Secrétaire générale des Nations Unies. Notons que les activités commémoratives du mois de la Femme ont été lancées le 4 mars, avec l'organisation d'une

course cycliste féminine, en présence de l'Administrateur du Territoire. Tout au long du mois, des séances de sensibilisation ont été organisées dans les localités de Bangadi et Kaka 2, autour des thèmes suivants : Femme et politique, Femme et élection, Femme et développement.

Par Penda Ly

A Kisangani, dans la province de la Tshopo, deux activités étaient au programme de cette Journée. D'abord une marche pacifique, organisée par le gouvernorat qui a réuni les femmes de tous horizons. Au rond-point "Espace 3000", point de chute de la marche, le Gouverneur, Jean Ilongo Tokole, a rappelé le thème national : « Ensemble pour la parité 50/50 à l'horizon 2030 : investissons dans le travail décent et le plein emploi pour les femmes dans la paix et l'équité ». Ce faisant, il a invité les femmes à s'impliquer dans le monde du travail, et même à parfaire leur formation, afin de pouvoir profiter du partage équitable des responsabilités, en comblant les inégalités pour "un avenir où règnera la justice, la paix et le développement et bien sûr le respect du Genre". Le Chef du bureau de la MONUSCO a donné lecture du message du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Puis, la journée s'est poursuivie avec la tenue du premier Forum francophone des femmes de la Tshopo, qui s'est déroulé au siège local de l'Alliance française, en collaboration avec d'autres partenaires dont la MONUSCO. Ce forum avait pour thème: "Leadership, entrepreneuriat féminin et émergence économique".

Par Guy Karema



A Bukavu, à l'occasion de cette journée, le personnel féminin de la MONUSCO est allé au secours de quelques femmes indigentes en couches et des femmes enceintes détenues.

A Bukavu, dans la province du Sud Kivu, la Journée de la Femme a été commémorée à travers plusieurs activités. Le personnel féminin de la MONUSCO s'est notamment mobilisé pour venir en aide à quelques femmes indigentes, en couches ainsi qu'à des femmes enceintes en prison. Grâce à une collecte effectuée auprès de leurs collègues au sein de la Mission, elles ont fait don, à l'hôpital provincial de référence et à la prison centrale, d'un lot de vivres et de matériels constitués de matelas, de gobelets, de seaux, de médicaments, d'instruments gynécologiques et de matériels de chirurgie. A l'hôpital, ce don était destiné à aider les femmes en couches se trouvant en situation financière difficile. Pour les quelque huit femmes retenues à l'hôpital avec leur bébé pour défaut de paiement, les frais de maternité

ont été réglés afin de leur permettre de retourner auprès de leur famille. A la prison centrale, les femmes détenues, certaines avec leur bébé, se sont vues remettre des cartons de vivres, des matelas, des seaux ainsi que le nécessaire pour la layette. A noter que la journée a débuté par une cérémonie officielle, avec les autorités provinciales, au cours de laquelle le Chef de bureau de la MONUSCO au Sud-Kivu, Charles Frisby a donné lecture du message du Secrétaire général de l'ONU.

Par Alain Likota

A Goma, c'est à travers une foire sur l'entrepreneuriat que les femmes du Nord-Kivu ont tenu à célébrer la Journée. Trois jours durant, des œuvres d'art et d'esprit, des œuvres scientifiques, des produits agricoles et de la confection, ont été exposés. A travers cette manifestation foraine, les femmes du Nord-Kivu ont voulu montrer leur dynamisme comme l'a souligné Mme Adèle Bazizane, Ministre provinciale du Genre : "En organisant cette foire, on voulait faire voir à l'opinion que la femme est capable. Les femmes mènent beaucoup d'activités au sein de la société, mais qui sont peut-être méconnues. Et c'est l'occasion de valoriser tout ce qu'elles font dans de notre société. Il y a des femmes qui sont déterminées dans l'entrepreneuriat, dans le petit commerce, il y a aussi des femmes qui sont capables de travailler aux côtés des hommes pour que tous ensemble, nous permettions à cette province d'aller de l'avant". Cette foire était organisée par le Ministère provincial du genre, en collaboration avec Onu-Femmes, MONUSCO, Care et d'autres partenaires. ■

Par Denise Lukesso



Remise de vivres aux enfants de Kalemie par le personnel de l'ONU



Madame Rose Mutombo

Propos recueillis par Michel Kifinda/Radio Okapi

Juriste de formation et magistrat de carrière en qualité de procureur général, Mme Rose Mutombo travaille depuis plusieurs années dans le domaine de la construction de la paix et la mise en place de conditions de lutte contre l'insécurité dans la société. Elle dispose d'une expertise de haut niveau sur les stratégies de négociation et transformation des conflits, les techniques de plaidoyer et de lobbying ainsi que les questions de l'équité des genres. Mais également le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et de réintégration des ex-combattants dans la société civile. Rose Mutombo a contribué à la formulation de plusieurs politiques et législations pour améliorer la sécurité juridique des femmes et des enfants. Mais également des réformes en matière de répression des réseaux de drogue, de l'intégration des femmes dans les stratégies de paix dans la région des Grands Lacs. Elle est l'une des rédactrices de la politique de nationale du genre, de la Stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre, du Plan national de la RDC pour la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies. Elle est enfin, présidente nationale du Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), en plus d'être mère et épouse.

C'est cette femme courageuse, inspirée et inspirante au-devant de qui Michel Kifina Ngoy est allé pour nous enrichir de son expérience. Interview à suivre.

Dans le cadre de la commémoration du mois de la Femme, vous avez lancé ce 8 mars une campagne de communication en ligne sur les droits de la femme congolaise. En quoi consiste cette campagne ?

Cette campagne consiste à échanger avec les femmes, à vulgariser les différentes lois favorables aux femmes et à pousser les différentes femmes à utiliser l'outil informatique à travers les réseaux sociaux. Pourquoi on le fait ? On a remarqué qu'il y a beaucoup de jeunes filles qui sont abonnées à WhatsApp, Twitter et Facebook mais qui n'utilisent ces réseaux que pour des conversations privées. Et donc pourquoi ne pas profiter de ce développement de l'informatique pour vulgariser les droits des femmes.

Qu'est-ce que vous entendez par les droits de la Femme congolaise ?

D'abord le droit c'est ce qui revient à quelqu'un. Et nous avons la Déclaration Universelle des droits de l'Homme qui donnent certains droits inhérents à toute personne humaine. Quand on dit "les droits de la femme, cela signifie toutes les différentes législations, tous les différents programmes et politiques qui font attention à l'épanouissement de la femme".

Pour la Journée Internationale de la Femme, la CPI a appelé à un monde sans crainte ni violence. Que faire pour arriver à respecter les droits de la Femme, dans une société congolaise exempte de violence ?

Il faut que la justice puisse faire son travail ; il faut que l'impunité cesse ; il faut que chaque personne connaisse ses limites, ses obligations et ses devoirs. Il faut que l'Etat congolais veille à ce que les droits de tous les citoyens, et pas seulement les femmes, soient respectés et protégés. Moi je crois que c'est ça l'idéal ; c'est ça un état de droit.

Le 21 octobre 2013, dans un discours, le Président de la République, avait promis la participation des femmes au moins à 30% dans les Institutions. Jusqu'ici on assiste encore à une faible représentativité des femmes dans ces institutions du pays. Quel commentaire faites-vous face à ce constat? Effectivement, au niveau du Cadre permanent

de concertation de la Femme (CAFCO), on a eu à faire la lecture genre de ce discours et on était convaincu que cela pouvait s'appliquer. Et quand on a ouvert le projet de loi électorale en 2015, nous nous sommes précipitées pour rendre cela opérationnel dans la loi électorale. Mais hélas, au mois de janvier 2016 je crois, ces différentes dispositions ont été balayées au niveau du Parlement et on a vu que l'article 13 de la loi électorale qui viole d'ailleurs le principe de la parité énoncé dans notre Constitution. Pour que les choses changent, il faut vraiment l'implication des décideurs au plus haut niveau.

Mais comment évaluez-vous la participation des femmes dans la gestion de la chose publique depuis 2013 par exemple ?

Ce qui nous choque un peu, c'est que tous ceux qui ont une parcelle de pouvoir pour promouvoir la femme, c'est comme si les dispositions de la loi fondamentale ne leur disaient rien. Du moment qu'on a inscrit la parité dans notre Constitution, cela devrait aller de soi dans tous les secteurs de la vie nationale, y compris le secteur privé. Mais ce qu'on n'a jamais compris c'est comme si on a de bonnes lois qu'on ne doit pas appliquer. Depuis 2013 jusqu'à ce jour, le pourcentage des femmes dans la gestion de la chose publique ne fait que régresser, ce qui est quand même dommage.

Certains députés nationaux estiment qu'accorder obligatoirement 30% des postes serait comme si l'on offrait sur un plateau d'argent la parité aux femmes. Pensez-vous que si l'on privilégiait la méritocratie et la compétence, les femmes congolaises s'en sortiraient dans cette lutte ?

Je peux être d'accord avec les députés nationaux sur le fait qu'on ne peut pas donner des postes sur un plateau. Mais le fait est que pour des postes électifs, notre loi électorale ne favorise pas les femmes. C'est plutôt dans le système proportionnel à liste fermée que les femmes peuvent se retrouver, puisqu'on élit une liste. Mais dans un système tel qu'il est retenu dans notre loi électorale, il faut d'abord que cette femme-là soit alignée dans la liste de son parti ; il faut en plus qu'elle soit alignée en ordre utile, et c'est ce qui souvent pose problème. En effet, qu'est-ce qu'on voit dans les partis politiques ? On voit que les responsables des partis politiques alignent dans leurs listes les personnes qui ont plus d'argent. En outre, la façon même d'organiser les élections dans notre pays ne

favorise pas les femmes. Plus d'une fois, dans les propositions d'amendement que nous portons au niveau de l'Assemblée Nationale ou du Sénat, par rapport au vœu des femmes, nous demandons qu'on puisse mettre une disposition interdisant les cadeaux pendant la campagne électorale. Car beaucoup de femmes n'ont pas autant de moyens que les hommes. Parce que les hommes ont longtemps dirigé dans ce pays, et ils se sont fait des économies d'une manière ou d'une autre.

Vous disposez d'une expertise de haut niveau sur les stratégies de négociation et transformation des conflits. Quelle analyse faites-vous du blocage enregistré sur la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre ?

Il faut que les parties prenantes puissent se

Les femmes ont toujours un rôle à jouer malgré qu'on ne les mette pas à la table de négociation. Quand on est parti à Sun City en 2002, on a trouvé que le Dialogue était bloqué à cause de la multitude de partis politiques qui répondaient au même nom. Mais le 8 mars 2002, les femmes ont pu montrer aux hommes qu'elles étaient capables de se retrouver de toutes tendances – de la rébellion, du gouvernement, de la société civile – pour faire une scénette qui expliquait la situation de la RDC. Et ce jour-là, on a vu les différentes composantes au Dialogue Inter Congolais prendre la parole et dire que nous avons changé nos mots et que les femmes nous ont donné une leçon. Quand on a trouvé, au Dialogue Inter Congolais, que les différentes composantes tergiversaient, les femmes avaient décidé un jour de barricader la sortie au niveau de Sun City, et c'est qui avait poussé



dépasser ; il faut que les uns et les autres puissent respecter les signatures qu'ils ont eues à apposer. C'est ce qui fait la différence d'un homme d'Etat. Ils doivent comprendre que la population est fatiguée. Et qu'ils regardent la misère de cette population pour que ce pays puisse avancer ; pour que les élections que tout le monde attend puissent se réaliser.

Pensez-vous que dans ce contexte de crise et de blocage, les femmes congolaises ont un rôle à jouer pour qu'enfin la RDC avance vers les élections voulues par le peuple ?

les uns et les autres à avoir d'abord l'Accord des Cascades dont on a parlé. La même situation s'est produite à la CENCO. Vous vous rappelez les 30 et 31 décembre dernier, on a trouvé qu'on allait dans une autre année sans accord, les femmes ont fait un sit-in au niveau de la CENCO, toutes les femmes de toutes tendances confondues. Les femmes peuvent jouer le rôle et vont continuer à jouer ce rôle. Et au niveau de la CAFCO, on a déjà réfléchi là-dessus pour dire pourquoi ne pas offrir aussi nos bons offices en tant que femmes ; et je crois que c'est ce qui ne va pas tarder. ■

Rencontre avec des jeunes femmes qui veulent œuvrer pour changer leur pays

A Kinshasa, à l'occasion de la Journée de la Femme le 8 mars, la section Genre de la MONUSCO a organisé au quartier général de la MONUSCO, une rencontre avec dix jeunes femmes congolaises, appelées à devenir "ambassadrices de la paix dans leurs quartiers respectifs". Ces jeunes femmes âgées de 19 à 21 ans faisaient partie des candidates ayant soumis leur dossier de participation au projet pilote "Peace by choice/La Paix par choix". Elles ont été sélectionnées en fonction de la pertinence de ce qu'elles font déjà sur le terrain, ainsi que leur vision d'un Congo en paix.

Par Tom Tshibangu/MONUSCO



Le Chef de Cabinet de la MONUSCO, Mme Vivian van de Perre, le Chef de la Section Genre, Mme Jamila Seftaoui et quelques collègues ont rencontré neuf jeunes kinoises ambassadrices de la paix dans les quartiers de Kinshasa à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme à Kinshasa.

La rencontre modérée par Mme Jamila Seftaoui, conseillère principale en matière de Genre, s'est déroulée en présence de Mme Vivian van de Perre, Chef de Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire de l'ONU en RDC. Avant toute chose, Mme Vivian van de Perre a pris la parole pour encourager ces jeunes congolaises à poursuivre leurs rêves avec détermination afin d'amener le changement dans leur pays, comme elle l'a fait elle-même dans son propre pays. Elle a raconté comment, entrée à l'académie militaire hollandaise à l'âge de 17 ans, elle a bravé les discriminations et les stéréotypes sexistes pour réaliser son rêve de devenir officier

militaire. Et comment, en tant que femme, elle devait faire beaucoup mieux que les hommes pour acquérir la même connaissance qu'eux. Résultat : elle a été la première personne de sa promotion à être nommée capitaine, ce qui par la suite lui a permis de rejoindre les rangs des fonctionnaires des Nations Unies.

La rencontre s'est ensuite poursuivie avec une exposition virtuelle permettant aux membres de la MONUSCO invités de découvrir ces jeunes futures ambassadrices de la paix à travers leurs idées, leurs parcours de vie, leurs activités actuelles ainsi que leurs ambitions pour l'avenir. Une étudiante en droit qui passe son temps libre à encadrer les enfants de la rue, une autre qui écrit des

cartes afin de sensibiliser les jeunes filles à leurs droits, une autre encore qui rêve de créer une entreprise pour donner de l'emploi aux démunis font partie de ces jeunes femmes. Il s'en est suivie une séance interactive avec les invités et ces jeunes femmes, ce qui a permis d'approfondir les idées développées par ces dernières. Des idées dont le leadership de la Mission compte se servir dans le cadre ses bons offices.

Mme Vivian van de Perre a conclu la réunion par ces mots adressés aux dix jeunes femmes : "Qu'importe les obstacles, continuez à faire ce vous croyez juste ; c'est à vous de changer les choses. Si vous ne le faites pas, qui d'autre le fera à votre place ?" ■

Elections en RDC sous la perspective du genre

Par Jean Fitzgerald/MONUSCO

Dès 2005, les Nations Unies ont mis en place en République démocratique du Congo des structures appuyant les structures homologues nationales dans la promotion, le plaidoyer du genre dans le processus électoral, notamment au niveau du PNUD, d'ONU Femmes et de la MONUSCO. Cet encadrement a contribué à la prise en compte de la dimension genre lors de l'élaboration d'instruments juridiques, tels la Constitution, la loi organique de la Commission Electorale Indépendante, la loi portant recensement des électeurs et la loi électorale. A travers ces différents textes de loi, le législateur a rendu explicite le respect du principe de parité homme-femme à divers degrés. Cependant, ces lois ne fixant pas de quota notamment au niveau des candidatures féminines et surtout n'étant pas contraignantes, c'est-à-dire qu'aucune forme de sanction n'est prévue en cas de non application, beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour une représentativité effective des femmes dans la chose publique, en tant que candidates ou élues.

Après le referendum constitutionnel de 2005, la RDC a tenu ses premières élections démocratiques en 2006. Ces joutes électorales ont connu une participation massive de la population, particulièrement celle des femmes avec un taux de 52,6% à l'enrôlement des électeurs. Malheureusement, cet engouement initial a subi un revers au cours des élections de 2011, où seulement 49,7% de l'électorat a été féminin.

Au 10 mars 2017, les statistiques provisoires de 13 provinces sur 26 issues du monitoring de la révision du fichier électoral, lancé par la CENI, en juillet 2015, indiquent un total de 17.906.235 électeurs enrôlés sur 19.959.511 attendus soit 89,71% avec 49% de femmes.

Les principales causes relevées par les rapports d'évaluation publiés après les opérations électorales de 2006 et de 2011 restent d'actualité et expliquent la persistance de la diminution du taux de participation des femmes, à savoir l'insuffisance de la mise en œuvre des instruments juridiques, les difficultés d'accès aux centres d'inscription dues à la distance, l'insécurité, l'analphabétisme et des déficiences au niveau de la sensibilisation électorale à cause de coutumes rétrogrades et discriminatoires, l'insuffisance de la



Sensibilisation des femmes congolaises leaders sur les élections en RDC

formation de leur base par les partis politiques, l'insuffisance de moyens matériels et financiers.

La Division Electorale et la Section du Genre de la MONUSCO, le projet PACEC du PNUD et ONU-Femmes s'attellent à appuyer leurs partenaires nationaux dont la CENI, les ONG et organismes de la Société Civile impliqués dans la promotion du genre, pour une meilleure participation des femmes à

la Révision du Fichier Electoral (RFE) en cours. Ces efforts visent particulièrement à mobiliser des ressources, en vue de financer la sensibilisation à l'échelle nationale et à inciter la CENI à adopter des mesures d'application favorisant les électrices (consécration du dimanche à l'enrôlement des femmes en priorité, alternance homme-femme dans les files d'attente, etc.). ■

La participation des femmes à la vie politique en chiffres en 2006

- 52,6% de l'électorat est féminin
- 12% de candidates présidentes (4/33)
- 9,61% candidates aux élections des gouverneurs et vice-gouverneurs (15/156 pour 22 postes): 0 élue
- 15% de Ministres et Vice Ministres sur (9/60)
- 8,40% de députées nationales (42/500) élues
- 9,25% de candidates sénatrices (104/1124): 4,62% élues (5/108)
- 8,63% de candidates députées provinciales (564/5955): 6,80% élues (43/632)
- 1 chef coutumière cooptée sur 48

La participation des femmes aux élections de 2011 en chiffres

- 49,7% de l'électorat est féminin
- 0% de candidates à la présidentielle (0/11)
- 11% de candidates députées nationales (1415/13197): 9,73% (47/483) élues



Mme Eva Bazaiba entre de Monseigneur Marcel Utambi, Président de la CENCO, et l'Abbé Donatien Nshole, Secrétaire général de la CENCO

Eve Bazaiba :

« une femme en politique, la politique la change mais plusieurs femmes en politique, elles changent la politique, pour l'intérêt général »

Une autre qui veut que les choses bougent en RDC, c'est elle, Eve Bazaiba, Députée nationale et Secrétaire générale du MLC, le Parti de Jean-Pierre Bemba, qu'elle a remplacé au pied levé, lorsque ce dernier fut mis en cause dans des exactions que ses miliciens auraient commis en Centrafrique et écroué à la Haye. Eve la battante, la lionne, la mama africaine dans toute sa splendeur, le verbe facile, haut et fort, une aura de vedette et un leadership incontesté. Echos de la MONUSCO lui a tendu son micro.

Propos recueillis par Tom Tshibangu/MONUSCO

Que pensez-vous de la célébration de la Journée de la Femme ?

La Journée Internationale de la Femme, le 8 mars de chaque année, permet aux femmes de faire le bilan de leurs marches vers la prise en compte effective de leurs droits dans tous les domaines et secteurs de la vie. C'est aussi l'occasion

pour les femmes de célébrer les batailles gagnées.

Le thème de cette année porte sur la parité et l'égalité dans les milieux professionnels. Qu'est-ce qui bloque l'atteinte de cet objectif jusqu'ici ?

Bien qu'il y ait des avancées juridiques en faveur des droits des femmes pour l'accès au travail,

à travers la suppression de l'autorité maritale dans le code du travail et le code de la famille concernant l'égalité de traitement dans le milieu professionnel, les discriminations demeurent. Il s'agit de la problématique des avantages liés au travail.

Pensez-vous que les autorités sont pleinement impliquées dans cette lutte ?

Il y a un manque de volonté politique au niveau des pouvoirs publics. Le frein réside dans les mentalités, les us et coutumes rétrogrades discriminatoires à l'égard des femmes et en contradiction avec des engagements législatifs pris par la République démocratique du Congo.

Le combat pour l'égalité des sexes sera gagné ou est-il perdu d'avance, sauf à très long terme ?

Le Combat pour l'égalité des sexes est un processus à long terme au même titre que la lutte contre les discriminations raciales. Ceci est une lutte qui n'est ni gagnée à l'avance, ni perdue non plus. La responsabilité est à toute la société humaine et non seulement les concernées, c'est-à-dire la race ou le sexe victime.

Quel a été pour vous le déclic, ce qui vous a permis d'être une femme d'influence en politique ?

La prise de conscience du rôle de la femme à apporter le changement positif dans notre pays a été à la base de mon combat. Dans une approche de la démocratie, l'expression de la majorité compte, tout en protégeant la minorité. Démographiquement, les femmes sont majoritaires. Je suis convaincue qu'elles sont capables de transformer positivement notre société dès lors qu'elles sont dans les conditions de pouvoir le faire. Ce que femme veut, Dieu veut.

Comment par vos actions aidez-vous vos sœurs congolaises à se réaliser comme vous-même avez pu le faire ?

Avec la création de la Ligue des Femmes Congolaises pour les Elections « LIFCE », j'ai réussi à regrouper les femmes de toutes les tendances (majorité au pouvoir, opposition politique et société civile) en vue de renforcer leurs capacités en leadership, à travers des séminaires et autres formations, des échanges d'expériences dans plusieurs domaines de la vie, avec comme objectif d'accroître la participation politique des femmes, étant donné qu'une femme en politique, la politique la change, mais plusieurs femmes en politique, elles changent la politique pour l'intérêt général. ■

Paroles des femmes leaders



"La question du genre se pose dans la Police mais nous travaillons tous dans le sens de la valorisation de la femme policière. Avec mes collègues masculins, je n'ai pas rencontré de difficulté pour m'adapter car la Police nationale est un Corps où règne la discipline. Le respect de la hiérarchie est une obligation et la considération est mutuelle. En ma qualité de maman, je prodigue beaucoup de conseils aux jeunes filles qu'il m'arrive de rencontrer dans le cadre de ma fonction et je les encourage à se prendre en charge par le biais d'une formation afin d'être indépendantes"
Commissaire Divisionnaire Adjoint KAMON MUKAZ Odette, Directrice de la Logistique de la Police Nationale Congolaise.



"La Journée Internationale de la Femme permet de réfléchir sur les actions menées en faveur de la femme : Analyser les forces et les faiblesses des unes et des autres afin de changer de stratégies, célébrer les avancées... Le statut d'infériorité, les us et coutumes qui persistent encore, l'ignorance et le manque de formation constituent un frein à l'atteinte de l'objectif 50-50. Le combat pour l'égalité ne sera gagné que si l'homme s'implique. Par ailleurs, j'encourage les jeunes femmes qui embrassent leur métier à avoir des initiatives, la volonté, la détermination et la confiance en soi, à travailler dur, à promouvoir celles qui le méritent ainsi que nous l'avons fait pour la 1ère fois, 16 femmes comme Directeurs, sous-directeurs à des postes qui étaient réservés dans les médias uniquement aux hommes. Cette action a stimulé les jeunes"
Nicole Dibambu, Directrice générale de la Radiotélévision nationale Congolaise (RTNC)



"Les ressources les plus inestimables de l'Afrique sont les femmes, toujours actives et innovatrices. Il est fondamental de reconnaître la synergie entre le besoin de promouvoir les droits des femmes et des jeunes filles, ainsi que l'égalité de genre et la prévention des conflits"
Julienne Lusenge, Directrice exécutive du Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC), Présidente de l'ONG Solidarité féminine pour la Paix et le Développement (SOFEPAD).



"Ne ratons ni l'opportunité de nous réclamer égales aux hommes, ni l'occasion de dénoncer les discriminations qui nous accablent et nous freinent. Ne nous contentons point des seconds rôles. Il revient à la société congolaise (autorités, parents, communautés) de produire des femmes de qualité, éduquées, indépendantes et travailleuses dont le premier souci est d'accomplir leurs aspirations professionnelles"
Gueda Wicht Amami Yav, pilote de ligne.



"C'est avec humilité que je reçois ce prix. Je le dédie à toutes les femmes congolaises qui font preuve, chaque jour, d'un courage extraordinaire pour survivre et faire survivre leurs familles, souvent dans des situations sécuritaires et économiques extrêmes"
a dit Rebecca Kavugho en recevant son "prix du courage féminin" des mains de la première dame des Etats-Unis Melania Trump.



"Je saisis l'opportunité de ce mois de mars pour exhorter les femmes congolaise à devenir excellentes dans leurs diverses activités. Pour arriver à une parité 50-50, le respect du genre va y contribuer mais ce seront surtout les compétences et les mérites des femmes qui compteront"
Marie-Chantale Kaninda, Directeur exécutif du Conseil Mondial du Diamant.

SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco



Célébration de la Journée Internationale de la Femme, les femmes de la Police UN (UNPOL) et de la Police nationale congolaise (PNC) entourant le Commissaire Awale et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU, Dr Mamadou Diallo

